

**Circulaire COL 04/2019 - Circulaire commune du ministre de la  
Justice et du Collège des procureurs généraux avec la  
participation du ministre-président flamand compétent en matière  
de justice  
PRIORITES EN MATIERE DE POLITIQUE CRIMINELLE DU GOUVERNEMENT  
FLAMAND**

## **SYNTHÈSE**

L'article 151 de la Constitution dispose que le ministre compétent a le droit d'ordonner des poursuites et d'arrêter des directives contraignantes de politique criminelle, y compris en matière de politique de recherche et de poursuite.

L'article 11bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles (LSRI) du 8 août 1980 régit la participation des communautés et régions, pour les matières qui relèvent de leurs compétences, à l'élaboration de ces directives : dans les matières qui relèvent de leurs compétences, les gouvernements de communauté et de région, chacun en ce qui le concerne, participent à l'élaboration des directives contraignantes de politique criminelle, y compris en matière de politique de recherche et de poursuite.

Tant l'article 11bis de la LSRI que l'article 2, § 1er de l'accord de coopération du 7 janvier 2014 conclu entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité, prévoient que les communautés et les régions participent aux réunions du Collège des procureurs généraux pour ce qui concerne l'établissement des priorités des directives de politique criminelle en général.

En vertu de l'article 143quater du Code judiciaire, le ministre de la Justice arrête les directives de politique criminelle, y compris en matière de politique de recherche et de poursuite, après avoir pris l'avis du collège des procureurs généraux, étant entendu qu'elles s'expriment uniquement au sujet de leurs propres compétences.

Le 30 juin 2017, le gouvernement flamand a décidé de délimiter, pour les matières relevant de la compétence de la Région flamande et de la Communauté flamande, les priorités soumises par le ministre président du gouvernement flamand au ministre de la Justice, en vue de leur transposition dans une directive générale contraignante de la politique criminelle.

Le Collège des procureurs généraux a recueilli l'avis des réseaux d'expertise concernés au sujet de ces priorités. Les membres d'un groupe de travail ad hoc du réseau d'expertise « Politique criminelle », auquel ont pris part des représentants du gouvernement flamand, ont élaboré une proposition commune qui a été approuvée par le Collège des procureurs généraux le 21 février 2019, et qui se reflète désormais dans la présente directive.

Dans la présente directive, les infractions pour lesquelles une politique criminelle prioritaire est recommandée se limitent aux domaines pour lesquels la Région flamande ou la Communauté flamande est compétente pour déterminer les sanctions.

La circulaire illustre les critères généraux pour la délimitation des priorités à traiter par la voie pénale. En outre, la directive comporte des priorités spécifiques relatives aux domaines stratégiques suivants :

- Affaires étrangères
- Enseignement et formation
- Bien-être, santé publique et famille
- Culture, jeunesse, sport et médias
- Travail et économie sociale
- Agriculture et pêche
- Environnement
- Mobilité et travaux publics